



Conseil de sécurité

Soixante-troisième année

Provisoire

5963^e séance

Mercredi 20 août 2008, à 10 heures
New York

<i>Président :</i>	M. Grauls	(Belgique)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Kumalo
	Burkina Faso	M. Tiendrébéogo
	Chine	M. Li Kexin
	Costa Rica	M. Urbina
	Croatie	M. Skračić
	États-Unis d'Amérique	M. Wolff
	Fédération de Russie	M. Dolgov
	France	M. Renié
	Indonésie	M. Natalegawa
	Italie	M. Mantovani
	Jamahiriya arabe libyenne	M. Mubarak
	Panama	M. Arias
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	Sir John Sawers
	Viet Nam	M. Le Luong Minh

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 10 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, et si je n'entends pas d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil entendra un exposé de M. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Je lui donne la parole.

M. Pascoe (*parle en anglais*) : Pendant la période examinée, plusieurs événements importants sont survenus dans la région. Le 30 juillet, le Premier Ministre Olmert a annoncé qu'il ne souhaitait pas être réélu en tant que chef du parti Kadima lors des élections primaires prévues pour le 17 septembre et qu'il se démettra donc de ses fonctions de Premier Ministre. M. Olmert devrait demeurer en fonctions jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement par le nouveau chef du parti ou jusqu'à ce que des élections générales aient lieu.

En dépit de ce fait nouveau, les négociations entre Israéliens et Palestiniens se poursuivent, de même que les négociations indirectes avec la Syrie. Il y a eu un accroissement d'actes de violence entre Palestiniens lorsque le Hamas a tenté de consolider son contrôle sur la bande de Gaza. Le cessez-le-feu fragile entre le Hamas et Israël est respecté, mais la situation sur le terrain en Cisjordanie et à Jérusalem-Est demeure préoccupante.

Les négociations avec les Palestiniens dans le cadre du processus d'Annapolis se poursuivent à la fois au niveau politique et au niveau technique, et le 6 août, le Premier Ministre Olmert a rencontré à nouveau le Président Abbas. Il semblerait que les divergences de

vues entre les parties persistent, et je réitère l'appel du Secrétaire général en vue de ne ménager aucun effort pour parvenir réellement à surmonter les divergences dans le but d'obtenir un accord d'ici à la fin de cette année en dépit des difficultés politiques.

Pendant la période examinée, la violence entre Palestiniens s'est fortement accrue, ce qui a causé la mort de 43 Palestiniens et a fait 366 blessés. Un soldat Israélien a succombé à des blessures subies le 11 juillet à Jérusalem-Est, et neuf Israéliens auraient été blessés.

L'escalade de la violence entre Palestiniens est due à un incident survenu le 25 juillet, lors duquel cinq membres du Hamas et un enfant ont été tués dans un attentat à la bombe sur une plage de Gaza. Le Hamas a prétendu que le clan des Hillis affilié au Fatah protégeait les auteurs de l'attentat et a attaqué le bastion du clan dans la partie orientale de la ville de Gaza, dernier bastion de la présence militaire du Fatah dans la bande de Gaza. La violence qui a suivi a causé la mort de 10 membres de la famille Hillis, et des dizaines de membres du clan ont fui vers la Cisjordanie en passant par Israël. Des membres de la famille Hillis ont été arrêtés par le Hamas, ainsi que des dizaines de membres du Fatah et d'autres activistes; et selon des allégations, le Hamas a infligé des tortures à des détenus.

Après l'attentat à la bombe du 25 juillet, le Hamas a lancé une campagne bien orchestrée visant à prendre le contrôle total de la bande de Gaza. Les forces du Hamas ont fait des incursions dans plus de 200 organisations locales à Gaza et les ont fermées. La fermeture de ces organisations a perturbé les activités destinées à des milliers de bénéficiaires, étant donné que 23 des institutions reçoivent l'appui d'organismes des Nations Unies. Quatre-vingt de ces organisations ont été rouvertes, le Hamas ayant vérifié leurs activités. Le Hamas a également pris le contrôle des dernières institutions encore dirigées par l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza, plus exactement les gouvernorats, que le Hamas avait précédemment reconnus comme étant des structures légitimes de l'Autorité palestinienne et qui continuaient de rendre compte au Président Abbas. Trois gouverneurs ont été arrêtés par les forces du Hamas et deux sont toujours en prison. Ces actions compromettent gravement les perspectives de réunification palestinienne dans le cadre de l'Autorité palestinienne légitime. Nous sommes également préoccupés par les conséquences possibles pour les activités des Nations Unies à Gaza.

En réaction aux activités du Hamas à Gaza, les forces de sécurité palestiniennes en Cisjordanie ont arrêté des dizaines d'activistes du Hamas, dont la plupart ont été libérés par la suite sur les ordres du Président Abbas. Les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ont fermé plusieurs institutions liées au Hamas en Cisjordanie. Le Hamas et l'Autorité palestinienne devraient libérer des détenus qui avaient été arrêtés après les actes de violence survenus récemment. Cela pourrait constituer la première étape d'un processus menant à la réconciliation et à la réunification de Gaza et de la Cisjordanie sous l'Autorité palestinienne, à laquelle le Secrétaire général reste attaché.

Le cessez-le-feu conclu grâce à la médiation de l'Égypte, qui a commencé le 19 juin, a été largement respecté mais demeure fragile. Dix roquettes et un obus de mortier ont été tirés de Gaza vers Israël, sans causer de victimes. Pendant la période examinée, aucune attaque aérienne ni incursion des forces de défense israéliennes n'a été signalée, bien qu'un enfant palestinien ait été blessé par des tirs des forces de défense israéliennes à proximité de la frontière. Douze autres Palestiniens ont été tués et 34 blessés dans l'effondrement de plusieurs tunnels le long de la frontière entre Gaza et l'Égypte. Plus de 25 tunnels ont été fermés dans le cadre des efforts que fait l'Égypte pour lutter contre la contrebande.

Les pourparlers relatifs à la libération du soldat israélien capturé, Gilad Shalit, sont dans l'impasse. Le Comité international de la Croix-Rouge n'a toujours pas eu accès à lui depuis deux ans qu'il est en captivité. Nous saluons la décision prise par Israël le 17 août de libérer environ 200 prisonniers palestiniens en signe de bonne volonté à l'intention du Président Abbas.

En Cisjordanie, trois Palestiniens, dont deux enfants, ont été tués, et 185 personnes, dont 47 enfants, ont été blessées au cours de la période considérée. Les deux enfants ont été abattus par les forces de défense israéliennes tirant à balles réelles contre des manifestants palestiniens dans le village de Naalin. Il y a également eu une poussée de violence durant la période à l'examen, dont au moins 34 attaques perpétrées par des colons contre des Palestiniens, qui ont fait 35 blessés, dont 9 enfants, et ont causé d'importants dégâts matériels, y compris lorsque, le 13 août, des colons ont tenté de mettre le feu à la mosquée d'Ar-Ras, située à Hébron.

Les activités de peuplement se poursuivent dans toute la Cisjordanie, et en particulier à Jérusalem Est. Le 24 juillet, la construction de 20 logements permanents à Maskiyot en Cisjordanie, située bien à l'écart de toute colonie existante, a été autorisée. Nous sommes également préoccupés par les informations semblant indiquer que les mobil homes de la colonie avancée de Migron vont être évacués en échange de la construction de logements résidentiels permanents dans d'autres colonies situées à proximité. Durant la période à l'examen, des appels d'offre ont été lancés pour la construction de plus de 400 nouveaux logements à Jérusalem Est. Le Secrétaire général a répété à maintes reprises que toutes les activités de peuplement dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem Est, étaient contraires à la IVe Convention de Genève et aux engagements pris par Israël dans le cadre de la Feuille de route et du processus d'Annapolis.

Le 10 août, deux importants points de contrôle situés en Cisjordanie ont été partiellement rouverts à la circulation palestinienne, ce qui a permis de faciliter sensiblement l'accès à ces zones. Toutefois, le nombre total de bouclages durant la période considérée est demeuré inchangé à 608, puisque certains barrages précédemment levés ont été rétablis. La moyenne hebdomadaire des postes de contrôle volants s'est située aux environs de 80. La construction de la barrière autour de Jérusalem Est et à l'intérieur de la Cisjordanie se poursuit en s'éloignant de la Ligne verte et en contravention avec l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

L'Autorité palestinienne se trouve face à un déficit budgétaire d'environ 400 millions de dollars pour la période allant d'octobre à la fin de l'année, ce qui signifie qu'à partir de la fin septembre, les salaires de l'Autorité palestinienne risquent de ne plus être versés. Nous invitons instamment, une fois encore, les donateurs à honorer les promesses de contribution encore en souffrance et à accorder une aide extérieure directe pour soutenir le budget palestinien. Les recettes fiscales de l'Autorité palestiniennes ont continué de s'accroître et des mesures ont été prises pour renforcer les capacités des ministères d'exécution en vue de l'établissement du budget 2009 et du plan-cadre de dépenses à moyen terme de la période 2009-2011.

La mise en œuvre du train de mesures proposé en mai 2008 par le Représentant du Quatuor, M. Tony Blair, s'est poursuivie au cours de la période à l'examen. Certaines restrictions aux déplacements, de

nature limitée, ont été assouplies et le 28 juillet, un contrat de télécommunications a été signé entre le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne, permettant ainsi à un deuxième opérateur de téléphonie mobile d'opérer sur les territoires palestiniens occupés. Ce contrat est un élément important de l'ensemble de mesures envisagées pour stimuler la croissance économique. Toutefois, pour avoir un impact véritable sur l'économie, toutes les mesures encore en suspens devront être mises en œuvre rapidement et telles qu'elles ont été initialement négociées.

Le nombre de camions entrés dans Gaza durant la période considérée a augmenté de plus de 75 % par rapport à la période précédente; il ne représentait toutefois que 54 % des chiffres enregistrés pour mai 2007. Les biens vraiment élémentaires, tels que les fournitures scolaires, les pièces mécaniques et même la literie, continuent de faire défaut. Les graviers ont constitué 42 % des importations, alors que l'importation des autres matériaux de construction indispensables, tels que le ciment, les barres d'aciers, les revêtements de sol, etc., est restée à un niveau très faible. Quatre-vingt quinze pour cent de l'industrie locale à Gaza est restée fermée.

Il y a une importante pénurie de carburant dans la bande de Gaza, ce qui a un impact sur l'agriculture puisque les cultivateurs ne sont pas en mesure de faire fonctionner leurs pompes à eau pour irriguer. Cette pénurie de carburant associée à celle des pièces détachées signifie qu'environ 84 000 litres d'eaux usées non ou partiellement traitées continuent d'être rejetés dans la mer Méditerranée. Les coupures d'électricité se poursuivent à raison d'au moins quatre à cinq heures par jour à Gaza.

À Gaza, toute vie économique ou quotidienne normale est rendue extrêmement difficile par la pénurie de carburant et par l'absence de transport qui en découle. Les avantages du cessez-le-feu ne se sont toujours pas traduits par une amélioration sensible des conditions de vie de la population de Gaza.

À la suite des discussions relatives à l'arrêt des projets des Nations Unies à Gaza, que le Secrétaire général a eues avec le Premier Ministre Olmert le mois dernier à Paris, les autorités israéliens examinent la possibilité d'importer des quantités supplémentaires de matériaux de construction pour les projets prioritaires des Nations Unies axés sur le logement, la construction d'écoles et l'assainissement. Nous nous félicitons des

progrès enregistrés à cet égard et nous espérons que tous les projets des Nations Unies suspendus à Gaza pourront reprendre rapidement.

Le 29 juillet, une nouvelle série de pourparlers indirects entre Israël et la Syrie a eu lieu sous les auspices de la Turquie. La série de pourparlers pour le mois en cours ne s'est pas encore tenue, le Premier Ministre Olmert ayant annoncé qu'il avait décidé de ne pas prendre part aux élections primaires du parti Kadima. La situation dans le Golan syrien occupé est demeurée calme au cours de la période considérée, puisqu'un seul incident, survenu le 14 août, et au cours duquel un Syrien infiltré a été blessé légèrement par les Forces israéliennes de défense, est à signaler. Les activités de peuplement dans le Golan se poursuivent.

En ce qui concerne maintenant le Liban, le mois dernier a été marqué à la fois par des avancées politiques positives et par la persistance des inquiétudes en matière de sécurité. Après plusieurs semaines de négociations entre les membres du Gouvernement d'unité nationale, la déclaration ministérielle du cabinet a été approuvée et présentée au Parlement. La session parlementaire qui a suivi a fait apparaître des divergences d'opinion sur certains éléments de la déclaration ministérielle présentée, notamment s'agissant du rôle des armes appartenant au Hezbollah. Le 12 août, la déclaration a fait l'objet d'un vote de confiance et a été approuvée à une majorité écrasante par les membres du Parlement. Ce vote constitue une nouvelle étape décisive dans la mise en œuvre de l'accord de Doha. Nous saluons l'intention d'entamer un dialogue national sous l'égide du Président de la République, ainsi que le mentionne la déclaration ministérielle, et d'asseoir la souveraineté, la stabilité et la sécurité de l'État libanais. L'ONU attend avec intérêt de pouvoir travailler en consultation étroite avec le nouveau Gouvernement afin d'atteindre ces objectifs et de faire en sorte que le Liban s'acquitte de ses obligations au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le 13 août, les Présidents Sleiman et Assad se sont rencontrés à Damas pour la première rencontre au sommet depuis l'élection du Président libanais en mai. Entre autres engagements, les deux chefs d'État se sont entendus sur le rétablissement de relations diplomatiques, la réactivation du comité conjoint chargé de la délimitation de la frontière commune aux deux pays et le lancement d'une action commune pour lutter contre les activités de contrebande.

transfrontalières. Le Secrétaire général s'est félicité de ces décisions constructives et il a encouragé les deux parties à s'atteler à leur mise en œuvre le plus rapidement possible, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Ces progrès ont été assombris par les incidents de sécurité qui continuent d'avoir lieu dans et autour de la ville septentrionale de Tripoli. Le 13 août, quelques heures avant le sommet de Damas, un engin explosif improvisé a explosé à un arrêt de bus utilisé régulièrement par les soldats de l'armée libanaise à Tripoli. Quinze personnes ont été tuées par l'explosion, dont 10 soldats. Le Secrétaire général et le Conseil de sécurité ont vigoureusement condamné cet attentat brutal. Nous saluons les mesures prises par le Gouvernement libanais pour contenir la violence à Tripoli et s'attaquer aux causes profondes de la situation.

Durant la période qui s'est écoulée depuis le dernier exposé fait au Conseil, la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est demeurée globalement calme. La FINUL et les Forces armées libanaises poursuivent leurs activités opérationnelles de manière coordonnée dans l'ensemble de la zone au Sud du fleuve Litani, en vertu des responsabilités que leur confère la résolution

1701 (2006). La FINUL continue de relever les violations aériennes par Israël, qui se produisent presque quotidiennement.

Le Quatuor se réunira à New York en marge de l'Assemblée générale en septembre. Cette rencontre sera suivie d'un iftar organisé par le Secrétaire général et ses partenaires arabes, ainsi que d'une réunion du Comité de liaison ad hoc. Nous pourrions, à ces occasions, dresser le bilan des progrès accomplis et des lacunes qu'il reste à combler, et contribuer promptement à ce que les donateurs honorent leurs promesses pour faire face à la crise budgétaire palestinienne imminente.

Le Secrétaire général demeure attaché à une paix régionale globale juste et durable au Moyen-Orient, fondée sur les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et 1515 (2003) du Conseil de sécurité.

Le Président : Je remercie M. Pascoe de son exposé.

Il n'y a plus d'orateur inscrit sur ma liste. Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 10 h 30.